



Strasbourg, le 18 décembre 2018

CDDG(2018)13

COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE (CDDG)

RAPPORT ABREGE DE LA 9^e REUNION 28-30 novembre 2018

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

La réunion est ouverte par le Président, M. Peter Andre, qui souhaite la bienvenue aux participant(e)s. Il salue particulièrement :

- M^{me} Snežana Samardžić-Marković, Directrice générale de la Démocratie ;
- M. Lovro Kušević, Ministre de l'Administration publique, Croatie ;
- M. Ivan Milivojevich, Secrétaire général adjoint de la Conférence permanente des villes et des municipalités, Serbie ;
- M. Jean-Pierre Grin, Rapporteur général de l'APCE sur les pouvoirs locaux et régionaux ;
- M. Andreas Kiefer, Secrétaire Général du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux
- M. Andrew Dawson, membre de la Commission de gouvernance, Congrès des pouvoirs locaux et régionaux ;
- Mme Claudia Luciani, Directrice, Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance.

Le Président se félicite de la participation d'orateurs de tous niveaux de gouvernement. Cela contribue à la mission du CDDG qui est de faciliter des échanges dont pourront bénéficier tant les autorités centrales que les autorités locales et régionales.

La liste des participants figure en Annexe I.

Le Comité adopte l'ordre du jour, tel que reproduit à l'Annexe II.

M^{me} Snežana Samardžić-Marković, Directrice générale de la démocratie, se félicite des suites données par le CDDG aux recommandations du Secrétaire Général qui figurent dans son rapport sur la Situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit.

Elle invite les membres à exploiter au maximum les capacités du CDDG à modifier la donne, en proposant des solutions de gouvernance intelligentes pour résoudre les problèmes que rencontre la société démocratique, et ce en partageant son expérience des réformes, y compris avec les ministères et avec le Centre d'expertise dans le domaine du travail normatif et de la coopération pratique sur les questions touchant à l'administration publique et aux réformes de la gouvernance.

Elle encourage les membres du Comité à renforcer le dialogue et la coopération avec les ministères d'exécution et les représentations permanentes. Elle affirme en outre son engagement afin d'assurer que la gouvernance démocratique reste une priorité de la DG Démocratie.

Le discours de la Directrice générale est disponible sur le site internet du CDDG.

2. Information sur les développements récents au Conseil de l'Europe

Le Comité prend note des informations présentées par la Directrice générale de la démocratie, M^{me} Snežana Samardžić-Marković, sur les initiatives prises pour renforcer l'efficacité, l'efficience et la pertinence pratique des travaux du Conseil de l'Europe.

Elle souligne l'importance du CDDG à contribuer aux activités normatives en réponse aux défis auxquels doivent faire face le Conseil de l'Europe et ses Etats membres ainsi qu'à partager leurs réussites, permettant aux autres Etats membres de bénéficier de leur expérience et solutions pratiques.

Le Comité sera tenu informé de l'impact éventuel des questions en cours concernant la situation financière et la structure de l'Organisation qui pourraient affecter ses activités.

3. Information par le Président sur les activités récentes

Le Président, M. Peter Andre, rend compte brièvement de sa participation à différents événements qui sont mentionnés dans l'ordre du jour.

Les événements ont bénéficié d'une forte participation, ont généré un grand intérêt sur des sujets importants pour le Comité tels que la coopération transfrontalière et la participation civile, et ont démontré, en particulier, la valeur ajoutée pour les Etats membres à un niveau pratique des activités du CDDG et du Centre d'expertise.

Concernant la réunion des présidents des comités intergouvernementaux du Conseil de l'Europe et du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe (Strasbourg, 20 septembre 2018), le Président précise que les présidents et vice-présidents des comités intergouvernementaux ont souligné le rôle-clé qui incombe aux comités en fournissant des réponses communes aux défis ainsi qu'en contribuant aux travaux normatifs qui constituent une partie importante du triangle stratégique unique du Conseil de l'Europe.

4. Promouvoir la gouvernance démocratique par le partage des expériences

Réforme de l'administration et réforme de la gouvernance locale

M. Lovro Kušćević, Ministre de l'Administration publique de la Croatie, rappelle que la présidence du Comité des Ministres de son pays qui s'est terminée le 21 novembre 2018 et la Conférence sur la coopération transfrontalière à Dubrovnik ont donné une vue d'ensemble détaillée des réformes en cours en matière d'administration publique en Croatie, un domaine stratégique vital pour le fonctionnement de l'Etat.

Il souligne l'importance de l'autonomie locale basée sur l'auto-gouvernance et la subsidiarité. Par conséquent, des éléments importants du Programme national de réforme de 2018 ont pour but d'améliorer la réactivité, l'efficacité et la rentabilité de l'administration publique par :

- une décentralisation fiscale et fonctionnelle ;
- un transfert progressif des compétences et responsabilités d'abord au niveau du comté et par la suite aux municipalités ;
- la dépolitisation de l'administration publique ;
- le renforcement des capacités, le renforcement du cadre de compétence et du savoir-faire pour la fonction publique aux niveaux local et régional basé sur le mérite ;
- la rationalisation du nombre des agences de l'Etat ;
- la lutte contre la corruption.

Il remercie le Conseil de l'Europe et en particulier le Centre d'expertise sur la réforme de l'administration locale et le CDDG pour l'excellente et fructueuse coopération présente et future.

Le discours du Ministre Kušćević est disponible sur le site web du CDDG.

Les questions discutées durant l'échange qui a suivi ont été les suivantes : décentralisation des compétences et ressources de l'Etat au niveau du comté, y compris mécanismes de péréquation et financement de nouvelles responsabilités aux niveaux local et régional, mécanismes de renforcement des capacités, y compris coopération intermunicipale et réformes de la gestion des ressources humaines (appréciation basée sur le mérite et systèmes de rémunération), acceptation des réformes par les acteurs concernés et obligation de rendre des comptes.

5. Décisions du Comité des Ministres concernant les travaux du CDDG

Le CDDG prend note de la modification de son mandat décidée par les Délégués des Ministres et des recommandations adoptées par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, qu'il recevra pour information et commentaires éventuels :

- [Recommandation 419 \(2018\)](#) « Le droit de vote au niveau local, élément de l'intégration durable des migrants et des personnes déplacées dans les communes et régions d'Europe » ;
- [Recommandation 423 \(2018\)](#) « Les conflits d'intérêts au niveau local et régional » ;
- [Recommandation 424 \(2018\)](#) « Transparence et gouvernement ouvert » ;

- [Recommandation 427 \(2018\)](#) « Faire face à la dette : les collectivités locales en difficulté financière ».

Le Comité convient de soumettre d'éventuels commentaires et observations par écrit sur la base de projets d'éléments à préparer par le Secrétariat.

6. Etat de mise en œuvre des activités du CDDG conformément à son mandat pour 2018-2019

Une vue d'ensemble de la mise en œuvre des tâches spécifiques du CDDG assignées par le Comité des Ministres pour le biennium 2018-2019 figure à l'Annexe III.

6.1 Révision de la Recommandation R (98) 12 du Comité des Ministres sur le contrôle de l'action des collectivités locales

Le Président du groupe de travail du CDDG sur la révision de la Recommandation, M. Paul Rowsell (UK), informe le Comité des résultats des travaux du groupe.

Le CDDG souligne le rôle de cette Recommandation, document de haut niveau qui énonce des recommandations adressées aux gouvernements des États membres sur les normes et principes qui devraient être appliqués dans toutes les formes de contrôle de l'action des collectivités locales.

Après examen du projet de recommandation révisée, un certain nombre de membres accueillent favorablement le document et soulignent qu'il sera utile pour guider les réformes actuellement en cours dans leurs pays respectifs.

Le CDDG approuve le projet de Recommandation, moyennant quelques modifications rédactionnelles mineures, pour transmission au Comité des Ministres. Le Secrétariat est prié de préparer un court texte d'accompagnement qui expose en langage clair les buts et objectifs de la recommandation.

6.2 Ethique publique

Le Comité entend une introduction du Président du groupe de travail du CDDG sur l'éthique publique, M. Paul-Henri Philips (Belgique, Région de Bruxelles-Capitale).

Le CDDG tient un échange de vues sur le projet de guide « Étapes de la mise en œuvre de l'éthique publique dans les organisations publiques », et plusieurs membres font part de leur expérience de l'élaboration de lois, de codes et d'autres instruments destinés à promouvoir l'éthique publique.

M. Ivan Milivojevich, Secrétaire général adjoint de la Conférence permanente des villes et des municipalités (Serbie), présente l'« Indice de bonne gouvernance au niveau local ». Cet outil peut être utilisé pour l'auto-évaluation des communes et pour l'évaluation externe destinée à identifier des besoins en matière de renforcement des capacités ou de formation.

Le CDDG convient que le Guide sur l'éthique publique (destiné aux praticiens), les Lignes directrices sur l'éthique publique (conçues comme un outil d'élaboration de normes non contraignantes) et le Cadre de référence en matière d'éthique publique (conçu pour des experts) constituent un tout, qui offre un ensemble complet d'outils pour l'élaboration de politiques et la définition et la mise en œuvre de mesures destinées à aider les États membres à développer une culture de l'éthique publique à tous les niveaux et pour tous les acteurs du service public. Le langage du guide et des lignes directrices devrait être approprié à leurs groupes cibles mais néanmoins claire et compréhensible.

Le Groupe de travail du CDDG sur l'éthique publique et le Secrétariat sont chargés de s'assurer que le langage utilisé dans le guide est compréhensible pour des praticiens à tous les niveaux de gouvernement. Le CDDG accueille favorablement le projet de Guide, confirme que ce dernier devrait servir de base pour l'élaboration des Lignes directrices et demande à ses membres de fournir des études de cas supplémentaires en vue de leur intégration dans le Guide.

Le CDDG confirme que les Lignes directrices sur l'éthique publique pourraient commencer par un préambule, suivi des recommandations aux États sur les principes et la législation. L'Annexe contiendra des mesures concrètes propres à maintenir des critères rigoureux de conduite éthique dans le secteur public, l'accent étant mis sur un ensemble de questions, parmi lesquelles :

- mesures d'éthique publique applicables à différents types d'agents publics, notamment les responsables politiques (élus, membres du gouvernement), les cadres supérieurs nommés et les titulaires de fonctions judiciaires, les mesures étant proportionnelles au poste occupé et au niveau de responsabilité ;
- mesures d'éthique publique applicables aux partis politiques dans la vie publique, à leur organisation démocratique interne, etc. ;
- mesures d'éthique publique applicables aux niveaux local et régional, y compris les relations entre élus locaux et fonctionnaires, et la coordination avec le niveau central.

Le CDDG demande au Groupe de travail sur l'éthique publique de prendre en compte les points susmentionnés et demande que le Guide et les Lignes directrices fassent référence au Code de conduite européen pour toutes les personnes participant à la gouvernance locale et régionale adopté le 7 novembre par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, et tiennent compte des conclusions du GRECO et des documents élaborés par d'autres organes du Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales.

Les Lignes directrices et le Guide sur l'éthique publique devraient être prêts pour approbation par le CDDG à sa réunion plénière fin 2019, afin d'être transmis au Comité des Ministres pour adoption.

En ce qui concerne une étude de faisabilité sur l'élaboration d'un cadre d'indicateurs du Conseil de l'Europe destiné à identifier les tendances de l'éthique publique et à permettre aux États membres d'évaluer leur performance, le CDDG, après un premier examen, convient de la nécessité de réflexions supplémentaires avant de s'exprimer sur l'étude de faisabilité. En examinant les possibilités pour identifier les tendances de l'éthique publique et permettre aux États membres d'évaluer leur performance, le Comité demande également au groupe de travail de considérer les options telles que l'utilisation des enquêtes existantes sur la gouvernance et l'intégrité menées par des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales et par des instituts de recherche, et l'utilisation, dans les pays qui en font la demande, de l'outil révisé « Cadre de référence en matière d'éthique publique » du Centre d'expertise.

6.3 *Démocratie électronique*

- Information sur la première réunion du groupe de travail sur la démocratie électronique (27 novembre 2018, Strasbourg)

M^{me} Gordana Gapikj-Dimitrovska (« l'ex-République yougoslave de Macédoine »), qui a présidé le groupe de travail sur la démocratie électronique, rend compte brièvement de la première réunion tenue la veille (27 novembre 2018, Strasbourg).

Parmi les thèmes à aborder dans les travaux du groupe: diverses formes de participation électronique, incidence de la technologie et des outils électroniques sur l'établissement de la démocratie, participation citoyenne, aspects touchant à la gouvernance dans la planification de la protection des données, élaboration des stratégies de démocratie électronique, et certains aspects de l'incidence des nouvelles technologies de l'information sur les processus électoraux.

Le CDDG invite les États membres à fournir au groupe de travail des exemples et des données d'expérience en lien avec des initiatives de démocratie électronique.

Le groupe de travail est invité à préparer le projet de lignes directrices sur la démocratie électronique comme une boîte à outils. Il est prévu de présenter le projet de lignes directrices pour examen par le CDDG lors de sa réunion de décembre 2019.

Par ailleurs, l'attention du CDDG est attirée sur le rapport sur : « Impact des nouvelles technologies de l'information sur les processus électoraux » présenté en conjonction avec le rapport 2018 du Secrétaire Général sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit qui traite du « [Rôle des institutions, menaces aux institutions](#) » (point 8 de l'ordre du jour).

Bien que la finalité première du rapport sur l'impact des nouvelles technologies soit d'aider la Division de l'assistance électorale à élaborer des outils de formation et de renforcement des capacités dans les États membres, ce rapport pourrait aussi apporter des informations au CDDG et être une source d'inspiration dans ses travaux sur la démocratie électronique.

6.4 *Stratégie pour l'innovation et la bonne gouvernance*

- *Outil d'apprentissage en ligne sur les 12 Principes de bonne gouvernance démocratique*

À la suite d'une présentation de l'Outil d'apprentissage en ligne sur les 12 Principes de bonne gouvernance démocratique par M. Gennadiy Kosyak, qui, après s'être occupé de ce projet, a rejoint la Division de l'assistance électorale, le CDDG se déclare satisfait des possibilités qu'offre cet outil, qui peut venir en appui des programmes de formation dans l'administration publique et de la mise en œuvre des 12 Principes.

- *Promotion des 12 Principes de bonne gouvernance démocratique dans les États membres : mise à jour*

La Chef du Centre d'expertise sur la réforme de l'administration locale, M^{me} Alina Tatarenko, présente une mise à jour concernant la promotion des 12 principes de bonne gouvernance démocratique dans les États membres. L'expérience des États membres illustre les possibilités offertes par le programme ELoGE d'améliorer la gouvernance et la communication entre les autorités et les citoyens au niveau local.

Le CDDG, sur proposition de la Bulgarie, décide de servir, en coopération avec le Centre d'expertise, de plate-forme de mise en commun des bonnes pratiques de mise en œuvre du programme ELoGE.

6.5 *Coopération transfrontalière*

Le CDDG prend note de la participation active du Centre d'expertise aux projets de coopération transfrontalière ainsi que de certains développements tels qu'un regain d'intérêt au sein d'un certain nombre d'États membres pour le renforcement de cette coopération entre pouvoirs locaux, le but étant de favoriser le développement économique des régions frontalières, et le renforcement de la coopération interterritoriale dans les pays du Benelux. Le Comité prend également note du projet de réglementation sur les mécanismes de coopération transfrontalière en cours de préparation.

Le CDDG entend des informations sur la base de données EDEN du Centre d'expertise et sur la multitude de bases de données similaires qui pourraient bénéficier de la création d'une plate-forme commune. Le Comité invite une fois de plus les États membres à ratifier la Convention de Madrid et ses protocoles.

7. Développement des outils en matière de bonne gouvernance démocratique et réformes de soutien

Centre d'expertise sur la réforme de l'administration locale

M^{me} Alina Tatarenko, Chef du Centre d'expertise, présente le rapport d'activité 2018 du Centre, puis les membres du CDDG félicitent le Centre pour le travail accompli et accueillent avec satisfaction les perspectives pour 2019. Le Comité se félicite de la complémentarité entre le travail normatif effectué par le CDDG et les activités de coopération menées par le Centre, notamment les activités de conseil entre pairs. Cette complémentarité est un élément contributif du pilier « démocratie » du Conseil de l'Europe. Il apparaît que la contribution apportée par le Centre à la mise en œuvre des réformes et des initiatives dans les États membres a largement dépassé les attentes exprimées au moment de la création du Centre par le 3^e Sommet du Conseil de l'Europe.

Le Comité prend note des résultats obtenus par le projet Union européenne-Conseil de l'Europe sur la gestion des ressources humaines dans les collectivités locales serbes (2016-2017) et est informé des perspectives pour la deuxième phase du projet (2019-2021). Il invite le Centre d'expertise et l'organisation partenaire, la Conférence permanente des villes et communes, à faire rapport à l'une de ses prochaines réunions consacrées à la mise en œuvre.

A la lumière de la croissance de demandes d'assistance de la part des autorités centrales auprès du Centre d'expertise, le CDDG estime qu'il conviendrait de renommer le centre « Centre d'expertise pour la bonne gouvernance ».

8. Rapport 2018 du Secrétaire Général sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit

- *Rapport sur : « [Rôle des institutions. Menaces aux institutions](#) »*

Le Président présente les éléments clés du rapport du Secrétaire Général en lien avec le fonctionnement des institutions démocratiques. Le Comité prend note des informations fournies et décide de prendre dûment en considération les conclusions et recommandations du rapport dans ses activités.

- *Rapport sur : « L'incidence des nouvelles technologies de l'information sur les processus électoraux »*

Le Chef du Service de la gouvernance démocratique, M. Dan Popescu, présente le rapport intitulé « Incidence des nouvelles technologies de l'information sur les processus électoraux ».

Préparé comme une suite au rapport du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit (2018) : « Rôle des institutions, menaces aux institutions », le rapport examine l'impact et les risques de la technologie digitale et recommande que le Conseil de l'Europe maintienne et renforce sa capacité de réagir rapidement et efficacement aux défis de sauvegarde de l'intégrité du processus démocratique.

Le Comité accueille favorablement le rapport qui devrait inspirer non seulement ses travaux sur la démocratie électronique mais qui est également pertinent pour les institutions démocratiques et la gouvernance en général.

Le Comité accueille favorablement cette proposition.

9. Election du Bureau

Elections du Président/de la Présidente, du Vice-président/de la Vice-présidente et de deux membres du Bureau

Le Comité procède à l'élection de son Bureau comme suit : M. Peter Andre (Autriche), Président, pour un an ; M. Francesco Giustino (Italie), Vice-Président, pour un an ; M^{me} Monika Filipová (République Slovaque), membre du Bureau élu pour deux ans pour la période 2019-2020 ; et M. Markku Mölläri (Finlande), membre pendant la durée restante du mandat de M. Damien Feraille, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 2019.

10. Présidence du Comité des Ministres

Le CDDG prend note des activités sous la présidence de la Croatie (19 mai 2018 – 21 novembre 2018).

Priorités de la présidence de la Finlande (21 novembre 2018 -18 mai 2019)

Le délégué de la Finlande présente [les priorités de la présidence finlandaise](#) ainsi qu'un bref aperçu des activités et événements prévus.

Dans le cadre du thème général « *L'essence de l'Europe – Faire progresser les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit pour tous* », les priorités de la présidence finlandaise sont les suivantes :

1. Renforcer le système des droits de l'homme et de l'État de droit en Europe ;
2. Soutien à l'égalité et au droit des femmes ; et
3. Ouverture et inclusion – en même temps qu'une action focalisée sur les jeunes et la prévention de la radicalisation.

11. Questions diverses

Activités d'autres instances du Conseil de l'Europe

- *Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe*

M. Jean-Pierre Grin, Rapporteur général sur les pouvoirs locaux et régionaux, présente le rapport sur « [Le rôle des parlements nationaux pour assurer le succès des processus de décentralisation](#) ». Le rapport détaille les évolutions en matière de décentralisation et souligne les tendances, dans certains États membres, à une plus grande centralisation.

L'Assemblée parlementaire appelle les parlements et gouvernements nationaux à renforcer l'autonomie locale, ce qui inclut notamment l'octroi d'un financement et d'une indépendance suffisants, à la mesure des nouvelles responsabilités transférées aux collectivités locales.

En vue du succès de la décentralisation, les gouvernements devraient consulter tous les acteurs concernés, y compris les parlements. Ces derniers devraient par ailleurs prendre des mesures pour garantir que le transfert de compétences ne soit réversible que dans des circonstances spécifiques et justifiables.

L'Assemblée parlementaire réaffirme par conséquent le rôle essentiel de la décentralisation pour une meilleure adéquation entre les services publics et les besoins locaux, pour la promotion d'un exercice responsable du pouvoir et pour l'établissement de la confiance envers les pouvoirs publics – Résolution 2242 (2018).

Le discours de M. Grin est disponible sur le site web du CDDG.

- Congrès des pouvoirs locaux et régionaux

Le Secrétaire général du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, M. Andreas Kiefer, rappelle les principales missions et responsabilités du Congrès, notamment ses activités de suivi de la mise en œuvre de la Charte dans les États membres et sa contribution au respect des libertés fondamentales et des droits de l'homme, par exemple au moyen de sa publication sur la [Promotion des droits de l'homme aux niveaux local et régional](#).

Cette année a été celle du 30^e anniversaire de la Charte européenne de l'autonomie locale et, mentionnant le rapport de l'Assemblée parlementaire, M. Kiefer insiste sur la responsabilité partagée de tous les acteurs – l'Assemblée parlementaire, le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux et, bien sûr, les États membres du Conseil de l'Europe – pour renforcer les responsabilités des collectivités locales et leur capacité à garantir que la démocratie et les institutions démocratiques au niveau local puissent agir et fonctionner de manière efficace et efficiente.

Il rappelle les synergies et la coopération qui existent avec les États membres au niveau opérationnel, ainsi qu'avec le Centre d'expertise.

À ce sujet, et en lien avec les travaux du CDDG, il attire l'attention de celui-ci sur les priorités du Président du Congrès nouvellement élu, Anders Knape, ainsi que sur les rapports et recommandations adoptés par le Congrès lors de sa 35^e Session (novembre 2018) sur les thèmes « Faire face à la dette : les collectivités locales en difficulté financière » et « La consultation des collectivités locales par les autres niveaux de gouvernement ».

- Conférence des OING

Le CDDG prend note du fait que, le 19 septembre 2018, la [Direction générale de la démocratie](#) et la Conférence des OING ont organisé une conférence et un débat intitulés [La démocratie et « le peuple »](#).

Le Président du CDDG a participé à la session « Pour une démocratie représentative plus participative », lors de laquelle il a présenté les lignes directrices relatives à la participation civile aux décisions politiques et la manière dont les fondements et principes applicables peuvent garantir une participation effective des citoyens.

M. Gerhard Ermischer, représentant de la Conférence des OING, indique que la Conférence se félicite de son excellente coopération au sein des différents groupes de travail du CDDG. Il informe le Comité qu'un certain nombre de groupes de travail ont été créés au niveau de la Conférence, ce qui devrait aussi renforcer la coopération avec le CDDG.

Un projet a été lancé concernant la mise en œuvre des lignes directrices relatives à la participation civile aux décisions politiques dans le contexte de la gouvernance ouverte. L'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne a été associée à ce projet, ainsi qu'à une initiative conjointe de la Direction générale de la démocratie et de la Conférence des OING relative au renforcement de la liberté d'association.

Dans le cadre de ce projet, la Conférence analyse actuellement les données collectées dans les États membres de l'Union européenne concernant la liberté d'association, en vue d'en tirer des conclusions éventuelles. De l'avis de la Conférence, il serait utile également de recueillir des données dans les États membres du Conseil de l'Europe extérieurs à l'UE.

- Forum mondial de la démocratie (19-21 novembre 2018)

M. Michael Remmert, Coordinateur du Forum mondial de la démocratie, présente les résultats du [Forum mondial de la démocratie 2018](#), qui s'est tenu à Strasbourg du 19 au 21 novembre 2018 avec pour thème général « [Femmes/Hommes : Même combat ?](#) ». Le Forum a porté en particulier sur la participation publique, politique et économique des femmes et sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes. Les conclusions et les propositions de suites à donner au Forum sont en préparation et le CDDG a été invité à s'associer à ces actions. Le travail de l'« Incubateur de démocratie » du Forum, qui recense les bonnes pratiques en matière de participation aux processus démocratiques, pourrait également être utile pour le groupe de travail du CDDG sur la démocratie électronique.

- Programmes sur l'inclusion et l'anti-discrimination

M^{me} Francesca Lionetti du programme Cités interculturelles (DG II) présente l'initiative « Laboratoires sur la politique d'intégration inclusive » et le Modèle de stratégie pour l'intégration au niveau national. Cette initiative et cette stratégie visent à aider les États membres à créer un sentiment d'identité et d'appartenance parmi les citoyens et à s'engager sur la voie d'une société ouverte fondée sur des valeurs communes.

Plusieurs délégations soulignent l'importance de cette question et se demandent comment les pouvoirs publics au niveau national et local peuvent apporter leur contribution.

Le CDDG décide de contribuer à l'examen du Modèle de stratégie pour l'intégration au niveau national et du questionnaire associé, et les États membres sont invités à transmettre leurs réponses au Secrétariat avant le 15 janvier 2019.

Le CDDG remercie les représentants pour leurs présentations. Il prend note des activités des autres instances et des informations présentées. Le Comité prendra en compte ces informations importantes dans ses travaux et assurera un suivi approprié et charge le Secrétariat de transmettre ces informations et tous les documents de référence pertinents.

Rapports des réunions du Bureau

Le CDDG prend note des informations présentées aux réunions du Bureau le 17 avril et le 19 octobre 2018 à Paris, telles qu'elles figurent dans les documents CDDG-Bu(2018)9 et 16.

Développements récents dans les États membres

La délégation de la République slovaque présente les initiatives en cours liées au contrôle des collectivités locales et à l'éthique du secteur public. Elle souligne l'importance, dans ce contexte, des travaux entrepris actuellement dans les groupes de travail du CDDG. La délégation remercie les membres pour leurs contributions au questionnaire dans le cadre du service de réponse rapide et à l'évaluation par les pairs.

La délégation de Chypre donne un aperçu de l'assistance apportée par le Centre d'expertise en ce qui concerne l'analyse des besoins de formation et le soutien technique à l'élaboration d'une stratégie de formation nationale pour les pouvoirs locaux.

La délégation de l'Ukraine présente les résultats du soutien apporté par le Conseil de l'Europe et le Centre d'expertise, en particulier s'agissant du nouveau projet de loi sur le contrôle des collectivités locales, et transmet la reconnaissance des autorités du pays pour l'excellente coopération jusqu'ici et pour la coopération à venir.

Le représentant de la Grèce informe le Comité que la nouvelle loi pour les pouvoirs locaux prévoit une extension de la Charte européenne de l'autonomie locale aux autorités de second rang.

Autres points

Ayant entendu M. Edwin Lefebvre, rapporteur du CDDG sur l'égalité de genre, le Comité décide de nommer Mme Siobhan Smyth (Royaume-Uni) co-rapporteuse sur l'égalité de genre.

12. Date de la prochaine réunion

La prochaine réunion du CDDG se tiendra du 9 au 11 décembre 2019.

Un calendrier provisoire des dates de réunion du CDDG et ses groupes de travail figure à l'Annexe IV.

ANNEXE I**LIST OF PARTICIPANTS****MEMBERS / MEMBRES****CHAIRMAN / PRESIDENT**

Mr Peter ANDRE, Ministry of Interior, Expert for Legal Affairs

ALBANIA / ALBANIE

Apologised for absence / Excusé

ANDORRA / ANDORRE

Mme Florència ALEIX, Desk Officer, Département des affaires multilatérales, Ministère des Affaires Etrangères

ARMENIA / ARMENIE

Apologised for absence / Excusé

AUSTRIA / AUTRICHE

Mag. Stefan GÖLLER, BA, Amt der Wiener Landesregierung

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Mr Seymur NAGHIYEV, Legal Advisor, Ministry of Justice

BELGIUM / BELGIQUE

M. Paul-Henri PHILIPS, Coordinateur pour les Organisations Internationales, Relations multilatérales et Organisations Internationales, Région Bruxelles-Capitale

Mme Françoise LANNOY, Directrice générale, Service public de Wallonie, Intérieur et action sociale, Région Wallone

Mr Edwin LEFEBRE, Ministry of the Flemish Community, Agency for Home Affairs, Flemish Region

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Ambassador Almir ŠAHOVIĆ, Assistant Minister for Multilateral Affairs, Ministry of Foreign Affairs of Bosnia and Herzegovina

BULGARIA / BULGARIE

Mr Mihail VASILEV, State Expert, Department "Administrative-territorial Structure", Directorate "Spatial Development and Administrative-territorial Structure", Ministry of Regional Development and Public Works

CROATIA / CROATIE

Mr Lovro KUŠČEVIĆ, Minister of Public Administration

Ms Terezija MARIĆ

Ms Blaženka BABIĆ, Deputy Permanent Representative

CYPRUS / CHYPRE

Mr Antonis ECONOMIDES, Chief Administrative Officer, Ministry of the Interior

Ms Kakia DEMETRIOU, Administrative Officer A, Ministry of the Interior

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Mr Petr FEJTEK, Department for Strategic Development and Coordination of Public Administration, Ministry of Interior of the Czech Republic

DENMARK / DANEMARK

Mr Henrik Villum JENSEN, Ministry of Economic Affairs and the Interior

ESTONIA / ESTONIE

Mr Kersten KATTAI, Regional Administration Policy Department, Ministry of Finance

FINLAND / FINLANDE

Mr Markku MÖLLÄRI, Ministerial adviser, Department for Local Affairs and Regional Administration, Ministry of Finance

FRANCE

Mme Mathilde CISOWSKI, Bureau des structures territoriales, Sous-direction des compétences et des institutions locales, Direction générale des collectivités locales, Ministère de l'Intérieur

GEORGIA / GEORGIE

Apologised for absence / Excusé

GERMANY / ALLEMAGNE

Mrs Kristina SCHADE, Division O2, Better regulation, bureaucracy reduction; Act on E-Government; local matters, Federal Ministry of the Interior

Mrs Gabriele STELLMACHER, Representative of the „Laender“ (States), Ministry of Interior and Sports of Lower Saxony, Department for Local Government Affairs

GREECE / GRECE

Mr Georgios CHRYSAFIS, Directorate of Organisation and Functioning of Local Government, Ministry of the Interior

HUNGARY / HONGRIE

Mr David KOJSZA, Desk Officer for Development, Prime Minister's Office,
Department of Territorial Strategy

ICELAND / ISLANDE

Mrs Stefanía TRAUSTADÓTTIR, Senior Advisor, Local Government, Department of Local
Government and Regional Policy, Ministry of Transport and Local Government

IRELAND / IRLANDE

Mr Diarmuid O'LEARY, Principal Officer, Department of Housing, Planning, and Local
Government

ITALY / ITALIE

Mr Francesco GIUSTINO, Presidenza del Consiglio dei Ministri, Ufficio Attività Internazionali

LATVIA / LETTONIE

Ms Agnese PABERZA DRAUDINA, senior expert, Local Governments Department, Local
Governments Supervision Division, Ministry of Environmental Protection and Regional
Development

Mrs Fatma FRIDENBERGA, Riga City Council Legal Office

LITHUANIA / LITUANIE

Mr Paulius SKARDŽIUS, Senior Adviser, Ministry of the Interior

LUXEMBOURG

Apologised for absence / excusé

MALTA / MALTE

Mr Robert TABONE, Local Government Division, Ministry for Justice, Culture and Local
Government

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Mr Adrian ERMURACHI, Deputy Secretary General of the Government

MONTENEGRO

Ms Zorana POPOVIC, Senior Adviser, Directorate for Local Self-Government, Ministry of Public
Administration

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Mr Jan Willem KOOISTRA, Deputy Head Section Democracy, Democracy and Citizenship
Department, Ministry of the Interior and Kingdom Relations

NORWAY / NORVEGE

Mrs Nina Britt BERGE, Senior Adviser, Department for Local Government, Ministry of Local Government and Modernisation

POLAND / POLOGNE

Mr Robert GAWŁOWSKI, National Institute of Local Government

PORTUGAL

Mr Andra NIKOLIC, Head of the Department for Cooperation and Financial Affairs, Head of the Financial Recovery Department, General Directorate for Local Authorities

ROMANIA / ROUMANIE

Mr Mihai Adrian GROSAN, Chief of service, Ministry of Regional Development, Public Administration and European Funds, Directorate General of Public Administration, Romanian Government

RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE

Mr Vladimir LEBEDENKO, Vice-Director of the Department for Liaisons with the Constituent Entities of the Federation, the Parliament, and Public Associations of the MAE

SAN MARINO / SAINT-MARIN

Mr Paolo RONDELLI, Ambassador, Permanent Delegate of San Marino to UNESCO, Dipartimento Affari Esteri

SERBIA / SERBIE

Mrs Milica MARKOVIĆ, Senior Advisor, Head of Section for the development of Local Self-government system, Ministry of Public Administration and Local Self-government

Mr Ivan MILIVOJEVIĆ, Deputy Secretary General, Standing Conference of Towns and Municipalities

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Mrs Monika FILIPOVÁ, Director a.i., Local State Administration, Self-Government and Foreign Affairs Department, Public Administration Section, Ministry of Interior of the Slovak Republic

SLOVENIA / SLOVENIE

Mr Andrej ČOKERT, Office for Local Self-Government, Ministry of Public Administration

SPAIN / ESPAGNE

Apologised for absence / Excusé

SWEDEN / SUEDE

Ms Maria ANTONSSON, Desk Officer, Ministry of Finance, Department of Public Administration, Local Government Division

Mr Torkel WINBLADH, Desk Officer, Ministry of Finance, Department of Public Administration, Local Government Division

SWITZERLAND / SUISSE

M. Bertrand BISE, Juriste & Economiste, Département fédéral de justice et police DFJP, Office fédéral de la justice OFJ, Domaine de direction Droit public, Unité Projets et méthode législatifs

"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / "L'EX-REPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACEDOINE"

Ms Gordana GAPIKJ-DIMITROVSKA, State Advisor, the Ministry of Information Society and Administration

TURKEY / TURQUIE

Mr Sertac SEZGIN, Controller of Municipalities, Ministry of Interior

UKRAINE

Mrs Elena KOTLYAROVA, Head of Expert Group on Cooperation, with EU institutions and international, technical assistance, Department of Local Self-Government and Territorial Organisation of Power, Ministry of Regional Development, Building and Housing of Ukraine

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Paul ROWSELL, Head of Governance Reform and Democracy Unit, Ministry of Housing, Communities and Local Government

Ms Siobhan SMYTH, Governance Reform and Democracy Unit, Ministry of Housing, Communities and Local Government

PARTICIPANTS**PARLIAMENTARY ASSEMBLY / ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE**

Mr Jean-Pierre GRIN, General Rapporteur on local and regional authorities

Ms Yulia PERERVA, Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development

**CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF EUROPE /
CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Andrew DAWSON, Member of the Governance Committee, Congress of Local and Regional Authorities

Mr Andreas KIEFER, Secretary General / Secrétaire Général

Mr Tim LISNEY, Deputy Secretary of the Chamber of Local Authorities / Secrétaire adjoint de la Chambre des pouvoirs locaux – Secretary of the Governance Committee / Secrétaire de la Commission de la gouvernance

**CONFERENCE OF INGOS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFERENCE DES OING DU
CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Gerhard ERMISCHER, CIVILSCAPE, Representative of the INGOs Conference to the CDDG

**COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS / COMMISSAIRE AUX DROITS DE
L'HOMME**

Apologised for absence / Excusé

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

HOLY-SEE / SAINT-SIEGE

M. Thierry RAMBAUD, Professeur des Universités

BENELUX UNION/UNION BENELUX

Apologised for absence / excusé

OBSERVERS / OBSERVATEURS

**ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT (OECD) /
ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE)**

Apologised for absence / excusé

**COUNCIL OF EUROPEAN MUNICIPALITIES AND REGIONS (CEMR) / CONSEIL DES
COMMUNES ET REGIONS D'EUROPE (CCRE)**

M. Carlos MASCARELL VILAR, chargé de mission – gouvernance et citoyenneté

SECRETARIAT

Mrs Snežana SAMARDŽIĆ-MARKOVIĆ, Director General of Democracy (DG II) / Directrice Générale de la Démocratie (DG II)

Ms Claudia LUCIANI, Director of Human Rights, Equality and Governance / Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance / Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mr Daniel POPESCU, Head of Democratic Governance Department / Chef du Service de la gouvernance démocratique – Directorate of Human Rights, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance - Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mrs Jutta GÜTZKOW, Head of Good Governance Division / Chef de la Division de la bonne gouvernance – Secretary of the CDDG / Secrétaire du CDDG - Directorate of Human Rights, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance - Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mr Theo WELS, Administrator / Administrateur – Good Governance Division / Division de la bonne gouvernance - Directorate of Human Rights, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance - Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Ms Alina TATARENKO – Head of the Centre of Expertise for Local Government Reform / Chef du Centre d'expertise sur la réforme de l'administration locale - Good Governance Division / Division de la bonne gouvernance - Directorate of Human Rights, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance - Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mr Gennadiy KOSYAK – Electoral Assistance Division / Division de l'assistance électorale - Directorate of Human Rights, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance - Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mr Aleksandar JOVANOVIĆ – Project Manager, Council of Europe Office in Belgrade

Mme Isabelle ETTER - Assistant / Assistante

Mr Lasse LOHMANN – Trainee / Stagiaire

Ms Francesca LIONETTI, Intercultural Cities - Directorate General of Democracy

Dr. Michael REMMERT, Co-ordinator World Forum for Democracy and Schools of Political Studies - Directorate General of Democracy

Interpreters / Interprètes

Cynera JAFFREY
Luke TILDEN
Didier JUNGLING

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR

- | | | |
|---|-----------------|---|
| 1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour | [CDDG(2018)OJ1] | Pour adoption |
| 2. Information sur les développements récents au Conseil de l'Europe | | Pour information |
| 3. Information par le Président sur les activités récentes | | Pour information |
| - Participation aux événements suivants : | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Conférence sur la coopération transfrontalière (Dubrovnik, 25 mai 2018) • Conférence sur la participation civile aux processus de prise de décision au niveau local (Erevan, 4 septembre 2018) • Journée internationale de la démocratie (Strasbourg, 19 septembre 2018) • Réunion des présidents des comités intergouvernementaux du Conseil de l'Europe et du Secrétaire Général (Strasbourg, 20 septembre 2018) | | |
| 4. Promouvoir la gouvernance démocratique par le partage des expériences | | |
| <i>Réformes de l'administration et réformes de la gouvernance locale</i> | | Pour discussion |
| - M. Lovro Kušević, Ministre de l'Administration publique, Croatie | | |
| 5. Décisions du Comité des Ministres concernant les travaux du CDDG | [CDDG(2018)2] | Pour information et action |
| 6. Etat de mise en œuvre des activités du CDDG conformément à son mandat pour 2018-2019 | | |
| 6.1 <i>Révision de la Recommandation R (98) 12 du Comité des Ministres sur le contrôle de l'action des collectivités locales</i> | | |
| - Rapports des réunions du groupe de travail sur la révision de la Recommandation R(98)12 du Comité des Ministres sur le contrôle de l'action des collectivités locales | | [GT-CACL(2018)3]
[GT-CACL(2018)6] Pour information |
| - Projet de recommandation révisée | | [CDDG(2018)3] Pour discussion et adoption |

6.2	<i>Ethique publique</i>	[CDDG(2018)4]	Pour discussion et action
	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des réunions du groupe de travail sur l'éthique publique - Révision du manuel sur les bonnes pratiques en matière d'éthique publique au niveau local de 2004 : projet de guide révisé sur l'éthique publique - Lignes directrices sur l'éthique publique - Préparation d'une étude de faisabilité relative à un cadre d'indicateurs du Conseil de l'Europe sur l'éthique publique 	[GT-EP(2018)3] [GT-EP(2018)7] [CDDG(2018)4 Addendum]	Pour information Pour discussion et action
6.3	<i>Démocratie électronique</i>	[GT-ED(2018)1] [GT-ED(2018)2]	Pour information
	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur la première réunion du groupe de travail sur la démocratie électronique (27 novembre 2018) 		
6.4	<i>Stratégie sur l'innovation et la bonne gouvernance</i>	[CDDG(2018)5]	Pour information Pour discussion et action
	<ul style="list-style-type: none"> - Outil sur l'e-learning sur les 12 Principes de bonne gouvernance démocratique - Promotion des 12 Principes de bonne gouvernance démocratique dans les Etats membres : mise à jour 		
6.5	<i>Coopération transfrontalière</i>		Pour information et discussion
	<ul style="list-style-type: none"> - Base de données EDEN - Information sur des développements récents dans l'UE 		
7	Développement des outils en matière de bonne gouvernance démocratique et réformes de soutien		
	<i>Centre d'expertise sur la réforme de l'administration locale</i>	[CDDG(2018)9] [CELGR(2018)2]	Pour discussion Pour discussion
	<ul style="list-style-type: none"> - Activités du Centre en 2018 y compris : <ul style="list-style-type: none"> - Examens par les pairs - Outils mis à jour, révisés et nouveaux - Activités en 2018 et perspectives pour 2019 		
8.	Rapport 2018 du Secrétaire Général sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit		
	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Rapport sur</i> : « Rôle des institutions, menaces aux institutions » 	[CDDG(2018)10]	Pour discussion
	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Rapport sur</i> : « <i>Impact des nouvelles technologies de l'information sur les processus électoraux</i> » 	[CDDG(2018)11]	Pour information et discussion
	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Echange de vues</i> 		Pour discussion
9.	Election du Bureau		
	<i>Election du(de la) Président(e), du(de la) Vice-Président(e) et de deux membres du Bureau</i>	[CDDG(2018)6]	Pour élection

10. Présidence du Comité des Ministres

Activités sous la présidence de la Croatie (19 mai 2018 – 21 novembre 2018) et priorités de la présidence de la Finlande (21 novembre 2018 -18 mai 2019)

[CDDG(2018)7]

Pour information

11. Questions diverses

Activités d'autres instances du Conseil de l'Europe

- Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
- Congrès des pouvoirs locaux et régionaux
- Conférence des OING
- Forum mondial de la démocratie (19-21 novembre 2018)
- Programmes sur l'inclusion et l'anti-discrimination

[CDDG(2018)8]

Pour information et action

[CDDG(2018)12]

Pour information et action

Rapports des réunions du Bureau

[CDDG-Bu(2018)9]
[CDDG-Bu(2018)16]

Pour information et discussion

*Développements récents dans les Etats membres
Autres points éventuels*

Adoption du rapport abrégé de la réunion

[CDDG(2018)12]

Pour adoption

12. Date de la prochaine réunion

Pour décision

ANNEXE III

MISE EN OEUVRE DES TACHES SPECIFIQUES DU CDDG ASSIGNEES PAR LE COMITE DES MINISTRES POUR LE BIENNIUM 2018-2019, NOVEMBRE 2018

- (i) Réviser la recommandation du Comité des Ministres [Rec\(98\)12](#) sur le contrôle de l'action des collectivités locales.
- *Le Comité a approuvé le projet de Recommandation qui sera soumis au Comité des Ministres pour adoption début 2019.*
- (ii) Se concentrer sur la promotion de la mise en œuvre des instruments du Conseil de l'Europe sur la participation (Lignes directrices relatives à la participation civile aux décisions politiques, Recommandation révisée sur la participation des citoyens à la vie publique au niveau local une fois que celle-ci aura été adoptée par le Comité des Ministres, Protocole additionnel à la Charte européenne de l'autonomie locale sur le droit de participer aux affaires des collectivités locales).
- *Le Comité s'est référé à ces documents lors de la préparation de la Recommandation révisée sur le contrôle de l'action des collectivités locales et du Guide sur les étapes de la mise en œuvre de l'éthique publique dans les organisations publiques.*
 - *Le Comité a soutenu l'application de la boîte à outils sur la participation civile à la prise des décisions, préparée pour le Centre d'expertise sur la base des documents ci-dessus.*
 - *Le Président du CDDG a participé à plusieurs événements sur la participation civile, notamment à la Conférence sur la participation civile aux processus de prise de décision (Erevan, 4 septembre 2018) et à la Journée Internationale de la démocratie (Strasbourg, 19 septembre 2018).*
- (iii) En donnant suite aux conclusions relatives à la section sur la bonne gouvernance du Rapport du Secrétaire Général sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit en ce qui concerne l'éthique publique :
- développer des lignes directrices sur l'éthique publique à tous les niveaux de gouvernement, tout en tenant compte des conclusions du GRECO et de la Recommandation [Rec\(2000\)10](#) du Comité des Ministres sur les codes de conduite pour les agents publics ;
 - *En 2019, un groupe de travail du CDDG préparera des lignes directrices pour approbation par le Comité en décembre 2019 et ensuite transmission au Comité des Ministres pour adoption.*
 - actualiser le manuel de 2004 sur les bonnes pratiques en matière d'éthique publique au niveau local, tout en tenant compte des expériences dans la mise en œuvre de la boîte à outils révisée sur l'évaluation comparative de l'éthique publique (Public Ethics Benchmark Toolkit) du Centre d'expertise sur la réforme de l'administration locale, en vue d'en élargir le champ afin que tous les niveaux de gouvernement soient couverts
 - local, régional et national ;
 - *En 2018, le CDDG a mis à jour le manuel en tant que Guide sur les étapes de la mise en œuvre de l'éthique publique dans les organisations publiques. Il sera soumis au Comité des Ministres début 2020 avec les lignes directrices sur l'éthique publique.*
 - réaliser une étude de faisabilité relative à la préparation d'un cadre d'indicateurs du Conseil de l'Europe permettant d'identifier des tendances en matière d'éthique publique et de permettre aux Etats membres d'évaluer leur performance.
 - *Cette tâche sera abordée en 2019.*

(iv) Dans le domaine de la démocratie électronique,

- conformément à la Recommandation [CM/Rec\(2017\)5](#) sur les normes relatives au vote électronique, tenir une réunion de réexamen de son application en 2019;
 - *Cette tâche sera abordée en 2019.*
- développer des lignes directrices sur la gouvernance électronique comme boîte à outils ;
 - *Lors de sa réunion en novembre 2018, le CDDG a donné des instructions détaillées à son groupe de travail sur la démocratie électronique pour la préparation du document. L'approbation par le Comité pour soumission ultérieure au Comité des Ministres est prévue en décembre 2019.*
- superviser la mise en œuvre de la priorité « construire la démocratie en ligne » de la Stratégie pour la gouvernance de l'internet du Conseil de l'Europe 2016-2019.
 - *Comme l'une de ses tâches, le groupe de travail sur la démocratie électronique formulera d'éventuelles propositions pour examen par le Comité.*

(v) Contribuer à la mise à jour des boîtes à outils du Centre d'expertise sur la réforme de l'administration locale en tenant compte des pratiques de gouvernance les plus récentes, par exemple dans le domaine de la gouvernance électronique.

- *Cette tâche sera abordée en 2019, une fois que le groupe de travail du CDDG sur la démocratie électronique sera plus avancé dans le développement des lignes directrices sur la démocratie électronique.*

(vi) Faire rapport sur une base régulière au Comité des Ministres sur les travaux et les résultats de la plate-forme d'acteurs européenne qui accorde l'accréditation aux plateformes d'acteurs ou organismes nationaux autorisés à décerner le Label européen d'excellence en matière de gouvernance.

- *La plate-forme d'acteurs européenne ne s'est pas réunie en 2018 car aucune demande d'accréditation n'a été reçue. Le CDDG a également accepté de servir, en coopération avec le Centre d'expertise, de plate-forme pour le partage des bonnes pratiques dans la mise en œuvre d'ELoGE.*

ANNEXE IV**CDDG ET GROUPES DE TRAVAIL****Calendrier provisoire des réunions en 2019**

Les dates et lieux des réunions sont fixés sous réserve de disponibilité des ressources

COMITE	DATE	SALLE*
Groupe de travail sur la démocratie électronique (GT-ED)	14-15 mars	G05
Groupe de travail sur l'éthique publique (GT-EP)	18-19 mars ou 21-22 mars	G02
Bureau du CDDG	24 mai	G04
Groupe de travail sur l'éthique publique (GT-EP)	17-18 juin	G05
Groupe de travail sur la démocratie électronique (GT-ED)	12-13 septembre	G04
Bureau du CDDG	24-25 octobre	2 (Paris)
10 ^e réunion plénière du CDDG	9-11 décembre	G03

(* Sauf indication au contraire, les réunions auront lieu à Strasbourg)